

Francia. Catalogue de mobilier scolaire.

Numéro d'inventaire : 1979.12554

Type de document : prospectus, catalogue publicitaire

Éditeur : Collectivités-Express

Date de création : 1960 (restituée)

Description : Feuille imprimée. Pluie.

Mesures : hauteur : 297 mm ; largeur : 424 mm

Mots-clés : Mobilier scolaire : Généralités (catalogues, etc.)

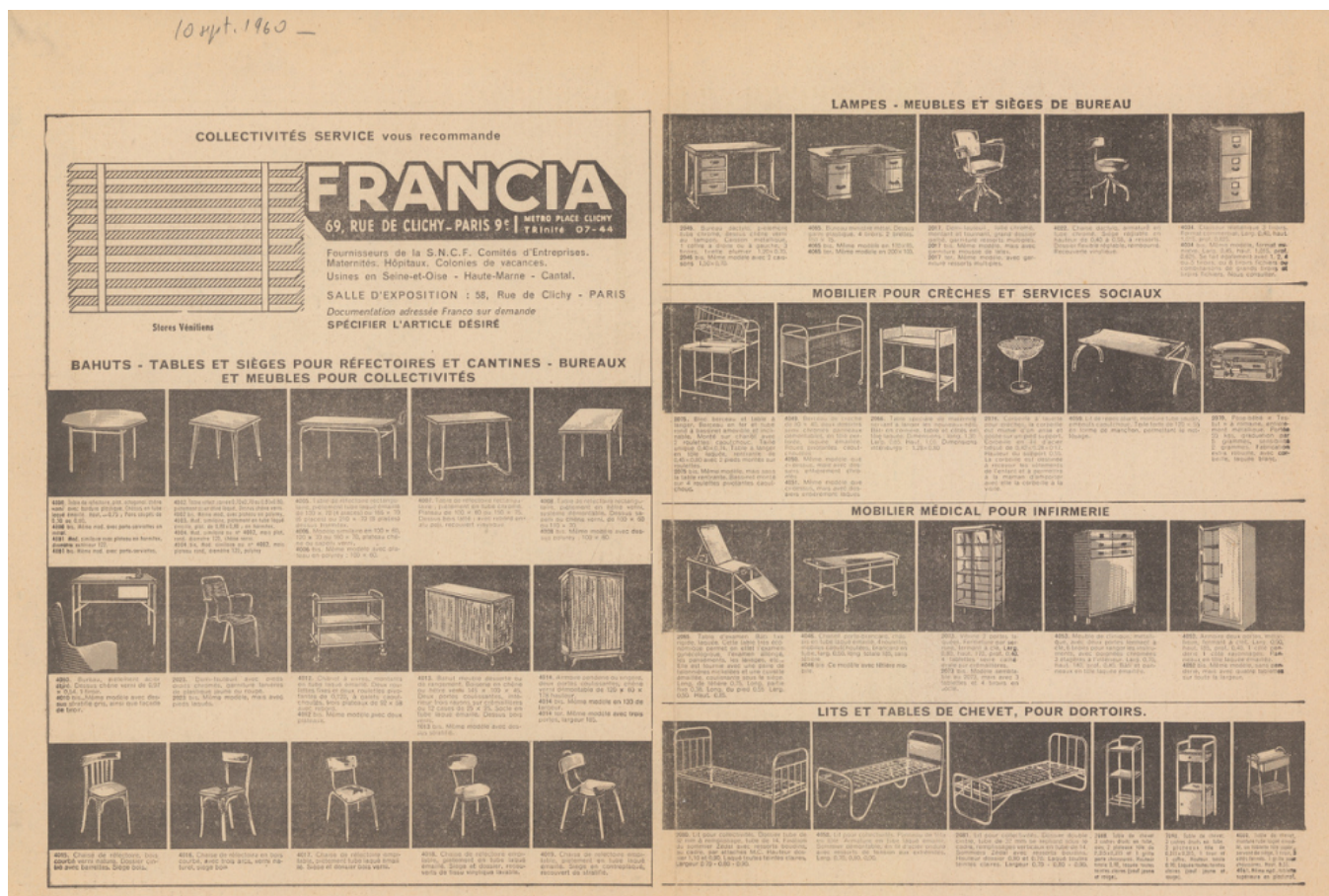
Filière : Élémentaire et post-élémentaire

Niveau : aucun

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 1

ill.



QUE DEVIENDRONT LES JEUNES DE DEMAIN ?

(Suite de la première page)

Avec ces chiffres, il convient d'ajouter les frais d'élevage, nourriture, etc., ce qui représente le coût, pour l'Etat, de 6 millions pour un ouvrier qualifié de 17 ans, 11 millions pour un ingénieur de 22 ans sorti de l'enseignement secondaire.

Mais il est bien vrai qu'il n'est pas d'investissement plus rentable que la formation des hommes et que ce sont bien les jeunes, en effet, qui sauveront la France.

Au passage, nous apprendrons une comptabilité d'un genre nouveau : un adulte de plus, c'est un tiers de logement en plus, soit 1 million environ, 500.000 francs de lit d'hôpital (le lit coûte 5 millions, à raison d'un lit pour 100 habitants) et environ 450.000 francs d'équipement scolaire.

On ne peut que donner raison à

Alfred Sauvy sur la nécessité de mettre au plus haut l'effort d'enseignement. Sans se faire d'illusions, hélas ! car l'instruction des enfants sera insuffisante. A nous, donc, d'utiliser cette force au mieux, faute de n'avoir su prévoir à temps.

L'absence de prévisions n'est pas la seule faute que nous puissions nous reprocher. Il en est une autre. C'est le malhousianisme de qualité : on ne fait rien, voulant faire trop bien et trop bas ; voulant parer son projet de toutes les qualités, on le rend irréalisable. C'est le tour bien connu qui est arrivé à notre capitale et c'est en vertu de ce principe que Paris est la seule grande ville en Europe à ne pas avoir son stade de 100.000 places. Mais l'affaiblissement de la France est encore aggravé par une sorte de croyance puérile à la magie et au miracle.

Que l'obligation médicale pour les enfants doive aller de pair, désormais, avec l'obligation scolaire, on ne peut être que d'accord ! De même, il faut rendre effectif le rôle du service de santé scolaire et universitaire dans tous les domaines où il a des responsabilités à assumer. Ce qui n'est pas le cas présentement. Rappelons, au passage, que 70 % des enfants échappent à la vaccination obligatoire contre la tuberculose. L'organisation de l'éducation physique et sportive dans l'enseignement supérieur est bien aussi une nécessité, comme dans les autres branches de l'enseignement.

L'enseignement primaire est gratuit depuis 1881. L'enseignement secondaire le devint en 1933, avec une interruption sous Vichy. L'enseignement supérieur n'est gratuit que depuis la Libération. Afin d'élargir et de démocratiser le recrutement des étudiants, Georges Malleville préconise, non pas une allocation d'études généralisée, projet irréalisable du point de vue financier, mais une allocation sélective s'appliquant à ceux qui sont les moins fortunés et en fonction des ressources familiales.

jeunesse », par Henri Perruchot (Hachette) ; « Jeunesse, fait social méconnu », par Jousset ; « L'Adolescent, cet inconnu », par le docteur Jean Rousselet.

Quelles sont les valeurs morales que la jeunesse place au premier plan ? A peu près unanimement les suivantes : l'honnêteté, la franchise, la sincérité, la probité.

... D'UNE SOCIÉTÉ FONDEE SUR LA VIOLENCE

Et M. Jean Baby de conclure : « Est-ce que la décomposition progressive de la vieille société signifie qu'il n'y a plus d'espoir ? Certainement pas, bien au contraire. Toute une période de l'histoire humaine, et donc de l'histoire de France, est en train de s'achever. Elle a eu sa grandeur, elle a accompli de grandes choses, ne serait-ce que dans l'ordre des découvertes scientifiques et techniques, mais c'était une société fondée sur la violence, qui a fini par conduire le monde au seuil de la violence suprême : la destruction pure et simple du genre humain. Cependant, tout permet d'espérer que la violence sera, dans le proche avenir, peu à peu maîtrisée, que les rapports sociaux qui ont entretenu et aggravé ces violences seront modifiés, et ce seront les jeunes générations d'aujourd'hui, qui se débattent au milieu des difficultés et qui, parfois, se désespèrent, qui auront pour tâche de bâtir ce monde nouveau, ce monde où la raison triomphera et où les enfants, les adolescents et les adultes auront le droit et les moyens de construire leur bonheur sans opprimer ni humilier personne. »

C.-H. D.

DEGONFLER LE MYTHE DE LA « BELLE EPOQUE »

Avec quelle fougue Alfred Sauvy dégonfle, au passage, le mythe de cette « belle époque » où Paris comptait 100.000 mendiants ou « sans aveu », où le travailleur aurait 60 heures par semaine sans Sécurité Sociale ni congés, où il mourait cinq fois plus de jeunes enfants qu'aujourd'hui !

Mais ce Huron ne craint pas de découvrir pour nous quelques « pots aux roses ». Ils sont d'ailleurs de belle taille. Voyez plutôt : avec ce qu'il en a coûté à l'Etat pour la dis-

tilation des pommes et du vin, on aurait pu reconstruire toutes les universités françaises. La pratique de la rareté systématique est payée par l'Etat, donc par la masse des citoyens. En 1946, par exemple, 1.508.000 hectolitres d'alcool furent obtenus par distillation de betteraves, ce qui aurait représenté normalement 210.000 tonnes supplémentaires de sucre, soit une ration de 440 grammes par mois en supplément pour chaque Français. Depuis la Libération, le tonnage du sucre ainsi détruit égale deux années de production.

QUATRE ANS DE PERDUS

Mais revenons au problème scolaire qui est bien, en effet, celui qui domine tout. La progression des effectifs scolaires était prévisible, mais, au lieu d'agir et d'agir vite, on a attendu, on s'est accordé des délais, on a désiré étudier le problème « dans son ensemble ». Résultat : lorsque la Commission Le Gorgeu, en novembre 1953, fit connaître ses conclusions, on avait déjà perdu quatre ans, qu'on ne pouvait plus rattraper.

La poussée continue et, derrière l'optimisme de commande, les chiffres sont là qui parlent. Les effectifs font un bond de 70 % en six ans. De 1958 à 1964, on passe de 1.873.000 à 2.873.000. C'est à partir de 1963 que se fera sentir de la façon la plus aiguë cette vague qui, à son tour, va submerger l'université. Combien de malades, c'est précisément aux étudiants — et à eux seuls — que le plus haut personnage de l'Etat adressera des paroles de blâme.

La crise du logement n'est-elle pas

aussi une crise volontaire ? Ne résulte-t-elle pas d'une crise malhousienne qui protège le passé au détriment de l'avenir, les personnes en place au détriment des autres ? Pour notre part, nous admettons volontiers qu'il faut abandonner les vieilles méthodes, les vieilles idées et aussi les vieilles maisons.

Enfin, on peut espérer que la pression de masses jeunes va rendre disponible un dynamisme dont notre vieux monde a besoin. C'est pourquoi le message d'Alfred Sauvy est profondément optimiste, baigné aussi d'un patriotisme éclairé, sans hypocrisie ni verbiage.

✱

Avec Georges Malleville et son travail intitulé : « Une politique sociale de la jeunesse », préfacé par Jules Moch (2), des solutions sont proposées au problème de la jeunesse et soumises à notre esprit critique.

DRAMATIQUE INSUFFISANCE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Georges Malleville souligne également les insuffisances de l'orientation professionnelle dont l'acharnement se fait, qui s'exerce surtout dans les villes et dont les avis ne sont que facultatifs. Lui aussi pense que la crise du logement n'est pas insoluble. Il y avait en 1954, dans les villes de plus de 50.000 habitants, 260.000 logements sous-peuplés. La question qui se pose est celle d'une meilleure répartition des logements pour les habitants des villes. La notion d'occupation insuffisante doit être modifiée. Des renseignements statistiques dont nous disposons montrent qu'une politique du logement pour la jeunesse est possible si on le veut vraiment, c'est-à-dire si l'on en veut les moyens. La nationalisation des terrains à bâtir et des immeubles insalubres ou défectueux permettrait de lutter contre la spéculation.

SUR LES RUINES D'UNE SOCIÉTÉ...

En posant le problème de la crise de la jeunesse, M. Jean Baby, agrégé de l'Université (3), ne craint pas d'aller au fond du problème, à savoir que la société dans laquelle nous vivons se décompose de façon irrémédiable.

A son avis, ce sont les rapports fondés sur la violence et l'exploitation qui sont les véritables responsables de la plupart des maux accomplis par les jeunes et qui placent la jeunesse normale « dans une situation de plus en plus difficile ». L'étude que présente M. Jean Baby est un panorama complet extrêmement intéressant, où nul pays n'est oublié.

La poussée démographique pose partout le problème de la jeunesse. D'autre part, la crise de la jeunesse

est liée inévitablement à la crise de l'adolescence.

(M. Jean Baby analyse de nombreuses enquêtes et ouvrages qui ont trait à cette question : « L'Enfance délinquante », par Jean Chazal (Collection Que Sais-je ?) ; « Les Groupes d'enfants et d'adolescents », par René Fau (P. U. F.) ; « La France et sa

Le conflit Médecins-Sécurité Sociale

(Suite de la première page)

« Quant à la juste rémunération à laquelle leur donnent droit la longueur de leurs études, la qualité de leur travail, leur responsabilité humaine, ils se rendent compte qu'elle est indépendante du paiement à l'acte de la main du malade. »

« Que demandent les malades ? Pouvoir bénéficier gratuitement de soins efficaces. Que demandent les médecins ? Une organisation rationnelle de leur vie professionnelle, la mise à leur disposition d'un équipe-

ment technique de qualité, la garantie des libertés essentielles indispensables à une médecine de qualité (liberté de choix du médecin par ses malades, liberté thérapeutique, liberté technique), la possibilité d'une promotion professionnelle, la droit à une situation matérielle et le bénéfice de droits sociaux que leur confère naturellement leur rôle social. »

« Les revendications des médecins et les revendications de la population, loin d'être contradictoires, sont complémentaires. »

TOUJOURS A LA POINTE DE L'ACTUALITÉ LE GROUPEMENT ÉCONOMIQUE D'ACHATS

vous offre aujourd'hui deux nouveaux avantages très importants

I. - L'ÉPARGNE-VOYAGES GRATUITS

Le GROUPEMENT ÉCONOMIQUE D'ACHATS et son excellent réseau de fournisseurs, toujours soucieux de vous assurer les remises, avantages et garanties les plus substantiels sur tous vos achats, sont heureux de vous proposer un nouveau service : L'ÉPARGNE-VOYAGES GRATUITS.

Lorsque vous aurez effectué un achat chez un fournisseur de notre Groupement, veuillez à ce que le talon restant au Carnet soit bien rempli par ce dernier (comme précisé sur le talon). Cette formalité est importante car, sur présentation de ces talons, vous recevrez gratuitement, par tranche de 100 NF d'achats, un BON-VOYAGE de 5 km en deuxième classe S.N.C.F. ou, à votre choix, l'équivalent en bon d'essence.

Quand vous aurez collecté 100 km, de ces bons, vous aurez droit à un CHEQUE TRANSPORT GRATUIT que nous vous enverrons. Les talons seront à retourner à nos bureaux, 4, rue MARTEL, PARIS (19^e), métro CHATEAU-DEAU. (Ouverts tous les jours sauf interruption de 9 h. à 19 h., sauf dimanches et fêtes.)

II. - UN RAYON D'ALIMENTATION

Nous sommes heureux de porter à votre connaissance que nous venons de conclure des accords avec la Société C.E.D.E.P.A., Maison de Gros d'Alimentation de tout premier ordre (Centre LECLERC, Paris, 19^e). Vous serez à même de trouver en ses rayons tous les produits alimentaires de grandes marques à des prix défiant toute concurrence. Sur simple demande de votre part, le tarif général vous sera adressé. Vous pourrez ainsi comparer les prix que nous soumettons à celui de votre fournisseur. Ces produits sont mis en vente à la Société C.E.D.E.P.A., (Centre LECLERC, Paris, 19^e), 6, rue MARTEL, PARIS (19^e), Tél. PRO. 15-40.

Livraison gratuite dans Paris et Banlieue proche. Les abonnés de « Collectivités-Express » de la région parisienne trouveront encore dans le présent numéro le carnet de réduction leur permettant de bénéficier des avantages ainsi offerts par des consommateurs de premier ordre de la capitale et minutieusement sélectionnés par le Groupement Économique d'Achats, organisme réputé sur le plan national.

SERVEZ-VOUS DE VOTRE CARNET D'ACHATS, VOUS FEREZ ALORS DE VRAIES ÉCONOMIES

BON

Demandez également, sans plus tarder, au « G.E.A. », 4, rue Martel, Paris (X^e), le « MÉMENTO DE LA FAMILLE ». Veuillez m'adresser gratuitement, par retour et sans engagement de ma part, « LE MÉMENTO DE LA FAMILLE ».

NOM

Profession

Adresse

C.R.



TOUS ARTICLES DE PANSEMENTS

TETRA

50 années d'expérience
Symbole de la qualité

48, rue de Laborde - PARIS (VIII^e)

Envois gratuits :

Catalogue, tarifs et conditions

